

# CADEC

CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

DEMANDE D'AVANCE REMBOURSABLE

NOM ou RAISON SOCIALE





# DÉCLARATION D'INTENTION DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER



Pour toute information, les services de l'ADEC sont à votre disposition.  
Tel : 04-95-509-100 / Fax : 04-95-509-160  
Cette déclaration d'intention est à adresser à  
Monsieur le Président de l'ADEC  
Agence de Développement Economique de la Corse  
1, Av. Eugène Macchini – Imm. « Le Régent » – 20000 AJACCIO

## PRÉSENTATION DU DEMANDEUR

NOM OU RAISON SOCIALE : .....  
 ENSEIGNE OU NOM COMMERCIAL : .....  
 N° SIRET : .....  
 DATE D'IMMATRICULATION : ..... / ..... / .....  
 CODE NAF : .....  
 N° D'ENREGISTREMENT (uniquement pour les associations) : .....

FORME JURIDIQUE (COCHER LA CASE) :

- SA       SARL       EURL  
 SAS       Entreprise individuelle  
 Association    Organisme Consulaire  
 Collectivité locale       Autre : .....

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :

.....  
 .....

Tél. : ..... Fax : ..... E-mail : .....

ACTIVITÉ PRINCIPALE :

.....

RESPONSABLE LEGAL:

- Mademoiselle       Madame       Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Date et lieu de naissance : .....

Demandeur d'emploi .....       Bénéficiaire de minima sociaux       RMI       Personne handicapée

Autre : précisez .....

Fonction : ..... Tél. : ..... E-Mail : .....

CONTACT-PROJET :

- Mademoiselle       Madame       Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : ..... Tél. : ..... E-Mail : .....

EFFECTIF ET ELEMENTS FINANCIERS :

Effectif Salariés actuels (CDI - contrats en durée indéterminée en équivalent temps plein) : .....

Chiffre d'affaires : .....

Résultat net : ..... C.A.F : .....

Fonds propres de l'entreprise : ..... Emprunts en cours : .....

## PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET

Cette présentation succincte permettra aux services de l'ADEC d'orienter votre demande vers la procédure d'aide la mieux adaptée. Merci de l'attention que vous apporterez à compléter la présente fiche afin de garantir la qualité et la rapidité dans le traitement de votre demande.

VOTRE PROJET CORRESPOND A :

- .....
- La création d'une entreprise  
 Le développement d'une entreprise existante  
 La réalisation d'un projet (manifestation, évènement, etc.)  
 Une action liée aux énergies renouvelables ou à la maîtrise de l'énergie  
 Autre : .....
- La reprise d'une entreprise  
 Une action collective de filière.

VOTRE PROJET SE TRADUIRA PAR DES :

<input type="checkbox"/> Investissements productifs neufs	<input type="checkbox"/> Créations d'emplois	<input type="checkbox"/> Investissements immatériels
(type, montant HT, mode de financement) :	(nombre de nouveaux CDI équivalent temps plein, fonctions, personnes en difficultés)	(études, prestations de conseil et de services, investissements liés à l'internationalisation, diagnostic stratégique, conseil individualisé)

SECTEURS D'ACTIVITÉ :

- Industrie       Artisanat       IAA       Services à la personne  
 Enr.       TIC       Commerce       Tourisme  
 Autre : .....

DÉCRIVEZ VOTRE PROJET :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

QUEL(S) OBJECTIF(S) POURSUIVEZ-VOUS EN RÉALISANT CE PROJET ET EN QUOI EST-IL STRATÉGIQUE POUR VOTRE ENTREPRISE ?

.....  
.....  
.....  
.....

PRÉCISEZ EN QUOI VOTRE PROJET CONCOURT-IL À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS À MOYEN TERME DE VOTRE ENTREPRISE : (PÉRIODE DE 2 À 3 ANS ? PRÉCISEZ).

.....  
.....  
.....  
.....



# ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e) (Nom et Prénom) : .....

représentant (e) légal (e) de la société .....

déclare que la société est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférents.

Fait à : ....., le..... / ..... / .....

SIGNATURE :

# CADEC

## CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

### DEMANDE D'AVANCE REMBOURSABLE

Le soussigné .....  
(nom, prénom, qualité)

sollicite une avance remboursable auprès de la CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

d'un montant de ..... et d'une durée de.....

Nom du Signataire : .....

Qualité : .....

Date : .....

Signature :

Partie réservée aux services de la CADEC

Dossier complet

Dossier incomplet

Pièces complémentaires demandées le .....

Pièces demandées : .....

.....

.....

.....

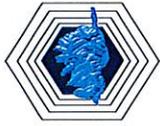
.....

.....

.....

Pièces retournées le : .....

Accusé réception du dossier adressé le .....



# DEMANDE D'AVANCE REMBOURSABLE

DOSSIER : \_\_\_\_\_

## - LISTE DES PIECES A JOINDRE NECESSAIRES A L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE

- Dossier complété et signé
- Plaquette de présentation ou tout autre document (avec photos) présentant votre établissement.

<b>ELEMENTS JURIDIQUES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> Statuts (en cas de SCI – Société locataire également)</li><li><input type="checkbox"/> Kbis ou Extrait D1 de moins de 3 mois (en cas de SCI – Société locataire également)</li><li><input type="checkbox"/> Copie de la Carte Nationale d'Identité du (des) dirigeant (s)</li><li><input type="checkbox"/> Justificatif de domicile du (des) dirigeant(s) de moins de 3 mois (facture EDF, téléphone,...)</li><li><input type="checkbox"/> Autorisation de l'organe délibérant autorisant le représentant légal à souscrire une avance remboursable</li><li><input type="checkbox"/> Bail commercial</li><li><input type="checkbox"/> Fiche de renseignements CAUTION à remplir par le représentant légal</li></ul>
<b>ELEMENTS FINANCIERS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> Plan de Financement sur 3 ans</li><li><input type="checkbox"/> Prévisionnel d'activité sur 3 ans</li><li><input type="checkbox"/> Prévisionnel de trésorerie sur 3 ans</li><li><input type="checkbox"/> Liasses fiscales des 3 derniers exercices</li><li><input type="checkbox"/> 3 derniers relevés bancaires du compte commercial de la société</li><li><input type="checkbox"/> Avis d'impôt sur le revenu du gérant et des associés de la société</li><li><input type="checkbox"/> Détail des aides publiques reçues les 3 dernières années (Etat, Région, Europe..) et à recevoir.</li><li><input type="checkbox"/> Tableaux Amortissement des prêts en cours de la société</li><li><input type="checkbox"/> moyens humains : maintenus et/ou créés</li></ul>
<b>DEVIS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> <b>Investissement immobilier</b> : Titre de propriété, promesse de vente, bail à construction</li><li><input type="checkbox"/> <b>Construction ou aménagement</b> : Permis de construire, devis ou facture pro-forma</li><li><input type="checkbox"/> <b>Achat de fds ou cession de parts</b> : Droit au bail, promesse de vente</li><li><input type="checkbox"/> <b>Investissement matériel ou immatériel</b> : Facture pro-forma</li></ul>
<b>BANQUE PARTENAIRE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> Nom – Adresse – Coordonnées du correspondant bancaire partenaire</li><li><input type="checkbox"/> Copie de la demande de prêt et/ou offre de prêt et/ou contrat de prêt bancaire relatif au projet.</li></ul>



Le(s) soussigné(s) :

- déclare(nt) avoir pris connaissance de la demande de prêt déposée,
- déclare(nt) sincères et véritables les renseignements fournis sur cette fiche ainsi que les pièces justificatives jointes,
- reconnai(ssent) avoir été informé(s) qu'en cas de fausse déclaration de sa (leur) part, il(s) ne pourrai(ent) se prévaloir du bénéfice des dispositions légales sur les engagements disproportionnés des cautions,
- s'engage(nt) à aviser sans délai par écrit la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE de tout changement d'adresse et reconnai(ssent)qu'à défaut la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE sera dispensée de l'obligation de l'(les) informer de la défaillance du débiteur principal conformément à l'Article L313-9 du Code de la Consommation,
- accepte(nt) que les informations recueillies dans le présent document fassent l'objet d'un traitement informatisé pour les seuls besoins de la gestion de la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE ainsi qu'avec nos sous-traitants participant notamment à la gestion du compte d'avance et de prêts, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance.
- consent(ent) à des communications à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires ou pour l'exécution de travaux par des prestataires de services.  
A l'effet des opérations ci-dessus, la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE est, de convention expresse, déliée du secret bancaire.
- Peut(vent) conformément à la loi accéder aux informations les concernant, les faire rectifier ou s'opposer à leur communication à des sociétés du Groupe en écrivant par lettre simple à la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE.

Fait à                      le

Signature(s) de la ou de caution(s) précédée(s) de la mention manuscrite « *Certifiée sincère et véritable* ».

## DECLARATION SUR L'HONNEUR DES AIDES PERCUES

***! IMPORTANT:*** le maître d'ouvrage doit respecter les règles de concurrence communautaires relatives aux aides publiques. A ce titre, le non-respect de ces règles peut conduire au reversement des aides éventuellement perçues.

***AIDES OBTENUES AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES, y compris les aides relevant de l'ingénierie financière (PFIL, ADIE, SOFARIS, FEMU QUI,...) et les aides sous forme d'exonération fiscale***

NOM DE L'AIDE	ORGANISME FINANCEUR	MONTANT	TYPE (subvention...)	DATE DE LA DECISION

### ***DEMANDE D'AIDES EN COURS DE TRAITEMENT :***

NOM DE L'AIDE	ORGANISME FINANCEUR	MONTANT	TYPE (subvention...)	DATE DE DEPOT DES DOSSIERS

**ATTESTATION CREDIT D'IMPOT**

**Avez-vous opté pour le crédit d'impôt ?**                      **oui**                       **non**

**Si oui, à compter de quelle date et sur quel(s) investissement(s) a porté ce crédit d'impôt ?**

.....

.....

.....

.....

.....

Je soussigné ....., agissant en qualité de représentant légal de ..... certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent imprimé.

Cachet	Date :	Nom et signature du représentant légal :

# NOTE TECHNIQUE

Dans le cadre de sa relance la CADEC devient une structure d'appui au financement des entreprises.

Son rôle sera, à la fois, de faciliter l'accès des entreprises insulaires aux financements publics et de faciliter l'intervention complémentaire des établissements de crédit de la place.

Dans ce contexte, elle pourra intervenir prioritairement au moyen :

- d'avances remboursables, qui seront obligatoirement associées à un concours bancaire mis en place par un établissement de crédit.
- d'un crédit-bail immobilier, mis en œuvre à travers sa filiale CORSABAIL, dont elle détient aujourd'hui directement près de 95 % de son capital social.

## AVANCES REMBOURSABLES

Elles doivent bénéficier à des TPE-PME quelle que soit leur forme juridique et exerçant l'essentiel de leur activité en Corse ou s'y installant.

Elles doivent être consenties dans le cadre d'un programme global comportant obligatoirement l'intervention d'une banque sous forme d'un concours à moyen ou long terme, d'un montant et d'une durée, au moins équivalents à ceux de l'avance remboursable.

### CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

- Montant : Le montant avancé ne pourra dépasser les 35 % du plan de financement) proposé. (règlements communautaires) et doit être compris entre 40.000 € (15.000 € concernant les dossiers touristes) et 200.000 €.
- Durée maximale : 8 ans
- Taux nominal : l'EURIBOR 12 mois plus trois points bonifié par la CTC
- Mode de Remboursement : Echéances mensuelles constantes
- Aucune sûreté réelle, ni garantie personnelle.
- Critères d'éligibilité : (cf annexe)
- Frais de dossier : 2 % du montant de l'avance
- Assurance : l'adhésion à un contrat d'assurance invalidité-décès pour le montant et la durée de l'avance sera exigée lors du déblocage des fonds.

## ANNEXE : CRITERES D'ELIGIBILITE

Pour pouvoir être éligible à une Avance Remboursable, le concours financier objet de la demande doit avoir pour but de permettre la mise en œuvre d'un programme d'investissement nécessaire :

- A la création d'entreprise ;
- A la transmission d'entreprises ;
- Au développement d'entreprises ;
- A l'amélioration de la compétitivité d'entreprises ;
- A l'innovation, en particulier les innovations technologiques amont de type amorçage.

Pour pouvoir être éligible à un concours financier, les Financements devront être accordés à des TPE-PME de Corse appartenant à l'un des secteurs d'activité suivants :

- (i) Industrie, artisanat, agro-alimentaire, maisons de retraites privées, transports de marchandises et énergie ;
- (ii) Commerce de gros et de détail, professions libérales et toutes les activités liées au tourisme ;
- (iii) Bâtiment et travaux publics ;

Sont exclues et ne pourront donner lieu à un Financement :

- (i) Les activités d'intermédiation financière (NAF : section 64 sauf 64-2 pour les achats d'entreprises) ;
- (ii) Les activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L68-1 et L 68-2), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés majoritaires sont titulaires de la majorité du capital de la SCI ;
- (iii) Les activités agricoles ;
- (iv) Et plus généralement toutes les activités exclues des règles des aides d'Etat à finalité régionale.